

**André Mach, Pedro Araujo, Pierre Benz,
Claire-Lise Debluë, Geoffroy Legentilhomme
et Michael A. Strebel**

Introduction

«Les pays étrangers ont ce qu'on appelle une "société" et il y a même une "élite". En Suisse, il n'y a pas de "société" – même si certains cercles commerciaux prospères de Bâle, Berne et Zurich tentent d'en former ou d'en représenter une en imitant les modèles étrangers: le peuple suisse n'a que faire d'une "société" qui donne le ton. Nous ne connaissons pas non plus d'élite en Suisse; il y a certes des élites dans tous les milieux, dans toutes les vallées et dans toutes les régions, mais il n'y a pas d'"élite". Les intellectuels et les managers ont beau s'en plaindre, une élite ne trouverait jamais grâce en Suisse. Les théories dites des élites ne s'appliquent pas ou peu en Suisse.»

Gerhard Winterberger, «The Individuality of Switzerland and European Integration», Mont Pèlerin Society, Kassel, 1960, Archiv für Zeitgeschichte, ETH Zurich (notre traduction).

Une Suisse dépourvue de clivage entre citoyen-ne-s et élites est une croyance largement répandue, y compris auprès de celles-ci. Le caractère polycentrique du pays, avec son fédéralisme et son tissu économique

décentralisé, ne fait que renforcer cette idée et rend l'analyse du pouvoir et l'identification de celles et ceux qui le détiennent plus difficile que dans d'autres contextes nationaux. À ce sentiment de proximité avec la population, entretenu par les milieux dirigeants eux-mêmes, s'ajoute la démocratie directe qui vient encore accentuer la vision d'une société sans élites. Ces particularités contribuent sans doute à expliquer le faible intérêt suscité par ce sujet dans le débat public. Peut-on pour autant affirmer, à l'instar de Gerhard Winterberger, directeur du Vorort (ancêtre d'économiesuisse), qu'il n'existerait pas d'élites en Suisse et que les théories des élites n'y trouveraient pas d'application? Bien entendu que non! Ce type d'affirmation, véhiculé souvent par les élites elles-mêmes, vise à préserver une certaine discrétion sur le périmètre du pouvoir ou de la fortune de ces dernières pour insister sur le caractère démocratique et égalitaire de la société suisse, surtout dans un contexte institutionnel favorable à la participation politique des citoyen-ne-s.

L'identification des élites soulève toutefois certaines questions et difficultés dans le contexte helvétique. Peut-on en distinguer différentes catégories, qu'elles soient nationales, cantonales ou locales? Et comment les repérer? Alors que les élites *nationales* ont déjà fait l'objet d'études approfondies au cours des dix dernières années¹, celles des grandes villes demeurent encore peu abordées. Pourtant, la fragmentation institutionnelle et la structure économique décentralisée du pays rendent d'autant plus pertinent de se focaliser sur les cantons et les grandes villes, dont l'histoire est bien plus ancienne que celle de l'État fédéral moderne. Notre ouvrage se concentre donc sur les élites des trois principales villes de Suisse, à savoir Bâle, Genève et Zurich, ainsi que sur leur évolution depuis la fin du XIX^e siècle à nos jours.

¹ Voir à ce sujet MACH André, DAVID Thomas, GINALSKI Stéphanie et al., *Les élites économiques suisses au XX^e siècle*, Neuchâtel, Alphil, 2016; PILOTTI Andrea, *Entre démocratisation et professionnalisation: le Parlement suisse et ses membres de 1910 à 2016*, Zurich, Seismo, 2017.

L'essor des grands centres urbains : des villes patriciennes aux régions métropolitaines

Depuis le Moyen Âge jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, l'organisation du pouvoir au sein des grandes villes suisses se caractérise par la domination politique et sociale des familles patriciennes. Celles-ci monopolisent les positions de pouvoir politique et administratif sur la base de privilèges statutaires ou héréditaires. En l'absence de monarchie à l'échelon national, ces patriciats locaux ont instauré des structures de pouvoir relativement fermées, mais durables. Comme le souligne François Walter, le véritable essor des villes s'affirme seulement à partir du XIX^e siècle, marqué par leur ouverture, leur urbanisation, leur insertion dans le tissu économique issu de l'industrialisation et leur intégration dans l'architecture institutionnelle de la Suisse moderne de 1848². Entre le XIX^e siècle et le début du XXI^e siècle, la nature des villes et de leurs environs a fortement changé. Leurs frontières se sont étendues avec l'intégration de zones limitrophes autrefois exclues de leur périmètre, tandis que de nouveaux quartiers sont apparus en même temps que leur population s'est accrue. De nombreux développements industriels et technologiques ont également participé à transformer le rapport aux distances, comme la mise en place d'infrastructures de transports publics ou de communication, du télégraphe à l'Internet, qui ont permis des échanges quasi instantanés entre personnes, quel que soit le lieu où elles se trouvent.

Dans son ouvrage, François Walter souligne également l'aspect relativement tardif, en comparaison européenne, de la modernisation des villes suisses. Ce n'est qu'entre 1850 et 1920 que ces dernières connaissent une accélération rapide de leur développement. D'un espace fermé, ceint par des remparts et concentré spatialement, elles deviennent plus ouvertes, mais aussi plus éclatées et plus segmentées socialement. L'essor des principales villes s'inscrit dans la structure polycentrique de la Suisse, caractérisée par la formation de pôles régionaux spécialisés dans certains secteurs économiques (voir **Repère 1** pour les grandes lignes de

² WALTER François, *La Suisse urbaine, 1750-1950*, Genève, Éditions Zoé, 1994.

l'évolution démographique et économique des trois villes). L'affirmation de ces pôles régionaux souligne l'importance de la dimension urbaine et régionale dans le développement économique du pays. Aujourd'hui, Bâle, Genève et Zurich forment des *régions métropolitaines* dépassant largement leurs frontières administratives communales, voire cantonales, et parfois même nationales à l'image des zones transfrontalières de Bâle ou de Genève. De la même manière, Winterthour est inclus dans la région métropolitaine zurichoise et contribue à son rayonnement économique.

Depuis le XIX^e siècle, l'essor des villes, tant sur le plan démographique qu'économique, est confronté à un phénomène plus large : celui de l'affirmation de l'État-nation auquel s'ajoute l'extension progressive des échanges économiques sur les plans national et international³. Cette montée en puissance de l'échelon national, de ses institutions et de ses organisations soulève la question de l'insertion des villes et de leurs élites dans ces nouvelles structures, ainsi que de leurs actions au-delà de leurs limites territoriales. La consolidation de l'État-nation et l'extension géographique des échanges économiques se font-elles au détriment des villes et de leur capacité d'action ? Contrairement à des États unitaires comme la France et l'Angleterre, où la consolidation de l'État-nation s'est largement faite contre les pouvoirs locaux et en particulier celui des villes, l'instauration du fédéralisme suisse et le haut degré d'autonomie des cantons et des communes ont permis aux villes de préserver leurs prérogatives par rapport à celles de l'État fédéral. Pourtant, les villes restent peu reconnues dans une architecture institutionnelle qui place les cantons au centre du dispositif fédéraliste. C'est le plus souvent au niveau des relations avec les autorités cantonales que se pose la question de la reconnaissance des villes et de leurs particularités par rapport aux autres communes plus petites et rarement au niveau des relations avec des autorités nationales, voire internationales.

³ Sur le développement des villes dans la longue durée, voir LE GALÈS Patrick, *Le retour des villes européennes : sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*, Paris, Sciences Po Presses, 2011 ; LEFÈVRE Christian et PINSON Gilles, *Pouvoirs urbains : ville, politique et globalisation*, Malakoff, Armand Colin, 2020.

Malgré l'affirmation de l'État fédéral et le décalage entre la logique fonctionnelle des dynamiques économiques et les limites administratives des grandes villes, ces dernières demeurent centrales pour l'*accumulation des richesses*, mais aussi comme *lieux de pouvoir*. Outre leur poids démographique, elles constituent des points névralgiques de la vie économique, politique, culturelle ou scientifique. En effet, les sièges des plus grandes entreprises restent largement localisés dans les centres urbains – même si l'essentiel de la production peut se dérouler au-delà du territoire communal, voire des frontières nationales – et cela parfois dès la fin du XIX^e siècle. En ce qui concerne le marché du travail également, les villes rassemblent la plus grande partie des emplois qualifiés. Sur les plans politique et administratif, les grandes villes, en tant que chef-lieu cantonal, regroupent le personnel des administrations communale, cantonale et parfois fédérale. Elles hébergent par ailleurs les universités et les hautes écoles, qui sont les principales institutions de production du savoir et de recherche scientifique, avec des implications de plus en plus importantes sur les activités des entreprises et de leurs innovations. Enfin, on y trouve également les principales institutions culturelles et artistiques. À ces différents égards, Bâle, Genève et Zurich ont largement réussi à se profiler dans la compétition entre villes, tant au niveau national qu'international. Toutes trois apparaissent régulièrement dans les classements des villes avec la meilleure qualité de vie, résultats largement repris par les autorités locales à des fins promotionnelles.

Les villes sont aussi des lieux de polarisation et d'inégalités sociales, combinant sur un même espace une très grande richesse, mais aussi précarité et pauvreté. Cette tension s'exprime sur le plan politique, avec l'essor très précoce, dès la fin du XIX^e siècle, des partis de gauche issus du mouvement ouvrier qui vont s'affirmer comme les principales forces politiques urbaines dès la fin de la Première Guerre mondiale. Au niveau spatial également, les disparités sociales se traduisent par la formation de quartiers bien distincts habités par des populations présentant des profils très différents, certains «quartiers d'élites» concentrant par exemple les habitant·e·s les plus fortuné·e·s et les plus puissant·e·s. Les grandes villes constituent ainsi des espaces

particulièrement intéressants à étudier sous l'angle de leurs structures de pouvoir et de leurs élites, en analysant leurs transformations dans la longue durée et en allant au-delà de l'observation du rôle des autorités politiques formelles. En effet, une analyse décloisonnée des structures de pouvoir locales permet de mieux prendre en compte les élites d'autres sphères sociales, d'étudier leurs liens de famille, leurs choix résidentiels, ou encore certains réseaux de pouvoir moins visibles, comme les clubs de service ou d'autres lieux de sociabilité réunissant des personnalités locales.

Les élites urbaines en Suisse : des acteurs et des actrices méconnu·e·s

Avant d'aborder les orientations de cet ouvrage, il convient d'emblée de préciser la manière dont nous avons défini les élites des trois plus grandes villes suisses. Dans la continuité de l'étude classique de C. Wright Mills sur les élites américaines des années 1950, nous avons adopté une approche *positionnelle*, consistant à retenir les individus occupant des fonctions et positions de pouvoir à la tête des plus importantes institutions/organisations dans les sphères académique, culturelle, économique et politique depuis la fin du XIX^e siècle⁴. Afin de disposer de données systématiques et comparables entre les trois villes, nous avons élaboré une base de données regroupant les individus à la tête des plus grandes entreprises des principaux secteurs économiques des trois villes et régions⁵ ainsi que des Chambres de commerce cantonales pour la sphère économique, les élu·e·s des parlements et des gouvernements des trois villes et cantons pour la sphère politique, les membres des comités des sociétés de beaux-arts pour la sphère culturelle et les professeur·e·s des universités pour la sphère académique pour sept années repères depuis 1890 jusqu'à 2020. Cela représente

⁴ Voir MILLS Charles Wright, *L'élite au pouvoir*, Marseille, Agone, 2012.

⁵ Notre délimitation des élites urbaines dépasse les frontières administratives formelles des villes, en particulier pour les élites économiques en intégrant les principales entreprises de la région.

au total près de 9 500 individus, soit entre 1 100 et 1 400 par année repère pour les trois villes. Pour chacun de ces individus, nous avons récolté un certain nombre d'informations biographiques (naissance/décès, liens de famille, formation et professions principales, carrière, principales positions de pouvoir, lieu de résidence), nous permettant de rendre compte des transformations des élites urbaines sur plus de cent ans. Les détails de la construction de l'échantillon et de la récolte des données sont présentés dans l'**Annexe** de ce livre.

En raison de leur position de pouvoir, ces individus ont la faculté de prendre des décisions qui vont affecter directement l'ensemble de la région et la vie de ses habitant·e·s⁶. Ces individus cumulent également d'autres ressources, en termes économique, de formation ou de réseaux qui leur ont permis d'accéder à ces fonctions de pouvoir. L'approche positionnelle permet aussi de procéder à une comparaison longitudinale sur un très large échantillon, et de mettre ainsi en évidence les changements de profil dans la longue durée.

La dynamique historique d'intégration nationale par l'agrégation progressive d'unités régionales et la relative faiblesse de l'État central ont favorisé le maintien de structures de pouvoir très décentralisées en Suisse. Cette particularité rend d'autant plus pertinent le fait de s'intéresser aux élites des trois plus grandes villes du pays selon deux axes principaux: tout d'abord, en se focalisant sur *les transformations du pouvoir patricien depuis la fin du XIX^e siècle* et, ensuite, en analysant *l'articulation entre les différents niveaux de pouvoir* des élites urbaines.

Premièrement, l'étude *des transformations des élites urbaines* permet de rendre compte du passage d'un pouvoir patricien à la fin du XIX^e siècle à un pouvoir aux mains d'une élite beaucoup plus fragmentée au XXI^e siècle. Outre le caractère décentralisé de ses structures de pouvoir

⁶ Même si les critiques de l'approche positionnelle ont pertinemment souligné que les personnes occupant une position formelle de pouvoir ne correspondent pas forcément aux individus les plus influents sur certains enjeux politiques, les avantages de cette approche l'emportent largement sur les désavantages. Pour une discussion à ce sujet, voir HOFFMANN-LANGE Ursula, «Methods of elite identification», in: BEST Heinrich et HIGLEY John (éd.), *The Palgrave handbook of political elites*, Londres, Palgrave, 2018, pp. 79-92.

et la faible visibilité de ses élites, le cas suisse se distingue également de nombreux pays européens – d'un point de vue historique – par l'absence de monarchie et de tradition aristocratique sur le plan national. L'opposition entre aristocratie et bourgeoisie ne s'est pas exprimée de manière aussi tranchée en Suisse que, par exemple, en France ou en Allemagne. Cependant, comme le suggère la citation de Gerhard Winterberger mentionnée en ouverture de cette introduction, le pouvoir urbain est longtemps resté entre les mains de patriciats locaux bénéficiant de privilèges statutaires et héréditaires qui leur permettaient d'exercer les fonctions politiques et administratives. Malgré de fortes variations selon les cantons, ces « aristocraties locales » se sont distinguées par leur longévité, même après l'abolition formelle de leurs privilèges statutaires par la République helvétique de 1798-1803. Après la phase de Restauration faisant suite à la défaite de Napoléon en 1815, de nombreux cantons connaissent à partir des années 1830 des « révolutions » visant à remettre en cause le pouvoir des familles patriciennes incarnant une persistance de l'Ancien Régime. À Zurich, dès 1831, l'adoption d'une nouvelle Constitution progressiste qui garantit l'égalité des droits entre les citoyens masculins représente un premier affaiblissement du pouvoir patricien. À Genève, la révolution radicale de 1846, impulsée par James Fazy (1794-1878), a également pour objectif de mettre un terme aux prérogatives des familles patriciennes. Si la partition du canton entre Bâle-Ville et Bâle-Campagne en 1833 permet tout d'abord aux vieilles familles de la ville rhénane de préserver leurs privilèges, ces derniers sont finalement remis en cause avec l'adoption de la Constitution fédérale en 1848 et définitivement avec la nouvelle Constitution de Bâle-Ville en 1875.

Dans les faits, la domination des familles patriciennes dans les grandes villes suisses s'est prolongée bien au-delà de la disparition formelle de leurs prérogatives durant le XIX^e siècle pour s'étendre jusqu'aux premières décennies du XX^e siècle⁷. Philipp Sarasin parle à

⁷ Voir en particulier sur Bâle SARASIN Philipp, *La ville des bourgeois. Élités et société urbaine à Bâle dans la deuxième moitié du XIX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 1998; sur Genève PERROUX Olivier, *Tradition, vocation et progrès. Les élites bourgeoises de Genève (1814-1914)*, Genève, Slatkine, 2006; ainsi que sur Zurich TANNER Albert,

cet égard de « *structure patricienne* » pour souligner la persistance de la suprématie économique et sociale du patriciat bâlois. Ainsi, à la fin du XIX^e siècle, deux tiers des cinq cents plus riches contribuables de la ville de Bâle appartiennent aux familles patriciennes ayant acquis des droits de bourgeoisie avant 1800, alors qu'elles ne représentent qu'un peu plus de 2% de la population. Par ailleurs, ces familles se distinguent par l'occupation de professions prestigieuses et un haut degré d'endogamie sociale, marqué par la densité des mariages entre membres de familles de même rang.

En nous appuyant sur notre large base de données, nos analyses permettent de « systématiser » et de prolonger l'approche adoptée par Philipp Sarasin en observant de manière détaillée qui sont les individus dominant les principales institutions urbaines de la fin du XIX^e siècle jusqu'au début du XXI^e siècle, et en élargissant l'étude de ce phénomène aux villes-régions de Genève et de Zurich. Si nos observations étendent chronologiquement son étude en couvrant le XX^e siècle, elles la précisent et la nuancent en tenant compte des différences entre sphères sociales. En effet, comme nous le verrons, la composition sociologique des élites politiques, des dirigeant-e-s des plus grandes entreprises, du corps professoral des universités ou des personnes à la tête des sociétés des beaux-arts diverge fortement : la domination patricienne est ainsi beaucoup plus marquée dans les sphères économique et culturelle que sur le plan politique au début du XX^e siècle.

Si l'on se penche sur l'évolution du pouvoir patricien au cours du XX^e siècle, une thématique encore très peu abordée dans la littérature scientifique, les changements sont remarquables. Alors que le XIX^e siècle est marqué par la contestation de l'Ancien Régime et du pouvoir des familles patriciennes par la bourgeoisie émergente, une deuxième vague de contestation de l'ordre économique et politique prend forme à la fin du siècle avec l'organisation progressive du mouvement ouvrier sur le plan syndical et politique. L'affirmation de ces nouveaux acteurs, en

« Aristokratie und Bürgertum in der Schweiz im 19. Jahrhundert: Verbürgerlichung der "Herren" und aristokratische Tendenzen im Bürgertum », in: BRÄNDLI Sebastian (éd.), *Schweiz im Wandel. Studien zur neueren Gesellschaftsgeschichte*, Bâle, Helbing & Lichtenhahn, 1990, pp. 209-227.

particulier lorsque le Parti socialiste devient la principale force politique dans plusieurs grandes villes dès le début du xx^e siècle, contribue cependant à réunifier les anciennes familles patriciennes avec la bourgeoisie ascendante. Cette dernière avait pourtant contesté le pouvoir patricien au xix^e siècle (dans les rangs des partis progressistes radicaux ou démocrates à Zurich) pour demander des réformes libérales⁸. Ces changements économiques et politiques contribuent à affaiblir et à transformer les structures de pouvoir des villes et à renouveler les élites urbaines dès la fin de la Première Guerre mondiale.

Deuxièmement, la prise en considération des élites des grandes villes permet également de mieux comprendre l'organisation du pouvoir et des élites sous l'angle de *l'articulation entre les différents niveaux de pouvoir*. En effet, les jeux d'échelles entre grandes villes, cantons et Confédération constituent une dimension centrale dans le fonctionnement général des institutions de pouvoir des différentes sphères sociales. Dès lors, face à la diversification spatiale des activités économiques, scientifiques ou politiques depuis la seconde moitié du xix^e siècle, comment les investissements des élites urbaines à ces différents niveaux ont-ils évolué? Ce type de questionnement est particulièrement sensible et pertinent dans le contexte helvétique. En raison de la structure décentralisée du pays et de l'extraversion précoce de l'économie suisse, dotée d'un nombre considérable d'entreprises multinationales, les dirigeant-e-s de celles-ci ont très tôt dû agir tant sur le plan local qu'international.

Différentes études ont montré la très forte proportion d'étrangers parmi les élites économique et académique en Suisse au début du xxi^e siècle, en comparaison internationale. Certains médias ont parfois même souligné le caractère «*hors-sol*» de ces élites «*globalisées*» sans ancrage dans le tissu socio-économique local. Cependant, comme

⁸ Sven Beckert a montré de manière très convaincante comment l'affirmation du mouvement ouvrier organisé à New York a contribué à réunifier les différentes composantes de la grande bourgeoisie new-yorkaise durant la seconde moitié du xix^e siècle. BECKERT SVEN, *The monied metropolis. New York city and the consolidation of the American bourgeoisie, 1850-1896*, New York, Cambridge University Press, 2001.

le rappelle Anne-Catherine Wagner, le cosmopolitisme des classes supérieures est un phénomène ancien, qui remonte aux aristocraties nationales des régimes monarchiques. C'est précisément la faculté à combiner *ressources d'autochtonie* (anciennes familles enracinées localement, propriétaires d'un certain patrimoine, ou bénéficiant depuis des siècles d'un droit de bourgeoisie...) et *ressources cosmopolites* (maîtrise des langues étrangères, expériences de formation et/ou séjours professionnels en dehors des frontières nationales...) qui distingue les classes supérieures, notamment la haute bourgeoisie depuis le XIX^e siècle. Un tel cumul de ressources permet aux individus de ces milieux de se sentir à l'aise dans différents contextes sociaux et d'exercer des fonctions de pouvoir à plusieurs niveaux⁹. Le rayonnement économique, scientifique, culturel ou politique des familles patriciennes du XIX^e siècle ne s'est pas arrêté aux frontières de la ville ou du canton, mais s'est largement déployé sur le plan national, voire international, comme le souligne Carl A. Schorske dans l'introduction à un ouvrage collectif consacré à nos trois villes¹⁰. Certaines élites réussissent à occuper des positions de pouvoir à l'échelon régional tout en exerçant des activités sur les plans national et parfois international, combinant ainsi à la fois un ancrage local et un certain cosmopolitisme. Toutefois, nous verrons que les dirigeants familiaux des plus grandes entreprises des trois villes du début du XX^e siècle se distinguent des top managers contemporains internationalisés de 2020, en termes d'attaches régionales, de carrière professionnelle et de liens avec les institutions et les organisations de la région. De manière générale, le cumul de fonctions de pouvoir vertical (sur plusieurs niveaux) et horizontal (dans plusieurs sphères sur un même niveau) tend globalement à diminuer à la fin du XX^e siècle, si bien que l'on assiste à une différenciation croissante des fonctions de pouvoir.

⁹ Voir à ce sujet WAGNER Anne-Catherine, « Le jeu de la mobilité et de l'autochtonie au sein des classes supérieures », *Regards Sociologiques* 40, 2010, pp. 89-98.

¹⁰ Voir BOUVIER Nicolas, CRAIG Gordon A. et GOSSMAN Lionel (avec une introduction de SCHORSKE Carl E.), *Geneva, Zurich, Basel: history, culture and national identity*, Princeton, Princeton university press, 1994.

Les activités multiscalaires des élites urbaines ne se limitent pas uniquement à l'occupation de positions de pouvoir à différents niveaux. Elles renvoient également à différentes expériences sociales, depuis les premières étapes de formation dans des établissements scolaires d'excellence valorisées sur le plan international jusqu'aux expériences de mobilité internationale durant la carrière professionnelle. Ces expériences vont constituer autant de ressources mobilisables pour prétendre à l'occupation d'une fonction dirigeante. Une telle perspective transnationale permet de rendre compte de l'évolution à long terme des élites, des différences potentielles entre élites de différentes sphères sociales et de l'évolution des connexions entre élites.

Plan du livre

Ce livre est structuré en deux parties. La première présente certaines tendances générales de la transformation des élites des grandes villes dans la longue durée. Trois dimensions transversales sont investiguées en particulier: le déclin et la persistance du pouvoir des familles patriciennes, l'implication des élites dans les réseaux de pouvoir – du local au transnational – ainsi que leurs logiques résidentielles. La seconde partie analyse de manière plus approfondie et qualitative les évolutions de certaines catégories d'élites.

Le **Chapitre 1** se concentre sur l'origine sociale des élites urbaines en mettant au centre du propos le déclin et la persistance des familles patriciennes. Dans le prolongement des travaux classiques sur les patriciats locaux du XIX^e siècle, ce chapitre confirme la prépondérance des patriciens jusqu'en 1910, avec cependant des variations selon les villes et surtout selon les sphères sociales. Alors que les sphères économique et culturelle sont tout particulièrement dominées par les patriciens, les autorités politiques, communales et cantonales comptent la plus faible proportion de patriciens dès 1890, la sphère académique se situant dans une position intermédiaire.

Pour compléter l'analyse de l'origine sociale des élites urbaines, le **Chapitre 2** s'intéresse à leurs réseaux de pouvoir formés à l'échelon local,

mais aussi à leur investissement dans les réseaux d'envergure nationale, qui gagnent en importance après la Première Guerre mondiale. Si les réseaux locaux sont particulièrement denses jusqu'en 1910, ils deviennent plus ténus par la suite au profit d'alliances nouées à l'échelon national. Finalement, à partir des années 2000, la forte désintégration des réseaux locaux et nationaux va de pair avec l'arrivée d'une proportion croissante de dirigeant·e-s économiques et de professeur·e-s de nationalité étrangère.

De manière cohérente avec les changements observés dans les deux premiers chapitres, l'analyse des logiques résidentielles des élites urbaines, abordée dans le **Chapitre 3**, montre que les élites économiques privilégient clairement les quartiers du centre-ville jusqu'au début du xx^e siècle pour ensuite s'installer de plus en plus systématiquement dans les banlieues résidentielles limitrophes. Cette évolution contraste avec l'implantation spatiale des élites politiques de gauche, qui résident principalement dans certains quartiers plus populaires du centre-ville.

Le **Chapitre 4** conclut la première partie et présente une périodisation des transformations des élites, en distinguant trois grandes phases. La première, de la fin du xix^e siècle jusqu'à la Première Guerre mondiale, se caractérise par la persistance de la domination des élites patriciennes, fortement intégrées dans les réseaux de pouvoir locaux et domiciliées dans les quartiers privilégiés du centre-ville. La deuxième phase est marquée par deux phénomènes principaux : la « nationalisation » et le renouvellement des élites urbaines qui s'impliquent de plus en plus dans les réseaux nationaux et la forte diminution des descendant·e-s des familles patriciennes de l'élite positionnelle. Finalement, la troisième phase à partir des années 1990 peut être qualifiée de période de globalisation et de fragmentation, avec la réinternationalisation des élites économiques et académiques, la diversité croissante du profil des élites et une dispersion de leurs lieux de résidence.

La seconde partie débute avec le **Chapitre 5** qui retrace les carrières des dirigeant·e-s des plus grandes entreprises des trois pôles économiques. Leur ancrage local est interprété à l'aune de leur expérience professionnelle internationale, pour mieux montrer comment les différentes

échelles spatiales se combinent et se reconfigurent au fil du temps. Tout en soulignant le déclin relatif des dirigeant·e·s familiaux à la tête de ces entreprises, ce chapitre met en évidence de fortes variations entre secteurs économiques.

Les élites politiques des trois villes font l'objet du **Chapitre 6** qui met tout particulièrement l'accent sur l'affirmation des partis de gauche durant l'entre-deux-guerres avec les expériences du « socialisme municipal » et, à partir des années 1990, la consolidation durable de nouvelles majorités politiques de gauche. Les positions fortes de la gauche dans les grandes villes contrastent avec la politique cantonale ou nationale, toujours dominée par les partis de droite, ainsi que les milieux économiques des grandes entreprises et des Chambres de commerce.

Le **Chapitre 7** s'intéresse aux Chambres de commerce qui constituent les principales organisations collectives des milieux économiques au niveau local et contribuent de manière décisive à la coordination des élites urbaines. Alors qu'elles occupaient une position clé au sein des réseaux de pouvoir locaux au début du xx^e siècle, les Chambres de commerce ont vécu d'importantes transformations de leur fonction et de leur implication à différentes échelles jusqu'au xxi^e siècle.

Le **Chapitre 8** traite d'organisations collectives peu connues, en particulier du point de vue de l'histoire des élites, à savoir les sociétés des beaux-arts. Ces organisations, qui réunissent les principales élites urbaines engagées dans la promotion de la culture et des beaux-arts à l'échelle locale, sont clairement dominées par certains représentants des familles patriciennes jusqu'au début du xx^e siècle tandis que, par la suite, elles élargissent leur bassin de recrutement en intégrant des élu·e·s, des cadres de la finance et des assurances, ainsi que des artistes professionnel·le·s.

Le **Chapitre 9** ne traite pas des trois villes, mais, pour des raisons de disponibilité des données, se concentre sur les grandes fortunes de la ville de Zurich, capitale économique de la Suisse, durant la première moitié du xx^e siècle. Ce chapitre met en évidence plusieurs différences entre les élites définies selon un critère positionnel et celles disposant d'un patrimoine élevé, tout en soulignant d'importantes similarités comme le déclin des descendant·e·s d'origine patricienne et l'évolution de leur lieu de résidence.

Finale­ment, le **Chapitre 10** met en lumière les transformations du profil des élites académiques. Alors que la figure du « savant patricien cosmopolite » reste prédominante durant la première phase, elle perd en importance par la suite. On assiste, en revanche, à partir de la fin du xx^e siècle à l'affirmation de la figure du « scientifique globalisé » qui se distingue à la fois par sa grande mobilité transnationale et la moindre prépondérance de son ancrage local.